



## **PROCES VERBAL DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU JEUDI 10 AOÛT 2017**

### **CONVOCATION**

Le 4 août 2017, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le jeudi 10 août 2017 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Installation de Mme Christine VERMENOUE (liste majoritaire) au sein du Conseil Municipal suite à la démission de 3 Conseillers Municipaux de la majorité
- Election d'un 5<sup>ème</sup> Adjoint suite à la démission de 4 Adjoints de la majorité sur les 8 en poste  
Nouvel ordre des Adjoints dans le tableau du Conseil Municipal
- Indemnités de fonction des élus.
- Approbation du PV de la réunion du 19 juillet 2017
- Questions orales

## **PROCES-VERBAL**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le jeudi 10 août 2017, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - MUNIER Denise - COLLAIN Olivier - VERMENOUE Christine - PAZ Aymeric - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : MM. BOSSUGE Brigitte (pouvoir donné à Jean CULINATI) - VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir donné à Jacqueline TURINELLI) - COEURDEUIL Yves (pouvoir donné à Aymeric PAZ) - BOULE AMPHOUX Isabelle (pouvoir donné à Pierre VERDON) - FOURNEL Gilles.

soit 16 présents et 5 absents excusés dont 4 ayant donné pouvoir, soit 20 votants.

A noter que M. FOURNEL est arrivé à partir du dossier sur les indemnités de fonction des élus.

Le nombre de votants est alors passé à 21.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Jacqueline TURINELLI, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

**-Installation de Mme Christine VERMENOUE (liste majoritaire) au sein du Conseil Municipal suite à la démission de 3 Conseillers Municipaux de la majorité**

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la démission de Mesdames Patricia INGRASSIA, Julie BREBAN, Annette PASQUET et de Monsieur Xavier GIRAUD de leurs fonctions d'Adjoint et de Conseiller municipal, à compter du 27 Juillet 2017, date d'acceptation par M. le Préfet du Var.

Il fait part également de la démission de Mesdames Pascale RIHAL et Pénélope REES et de Monsieur Gaby LANGE de leur fonction de Conseiller Municipal à compter du 20 et du 21 Juillet 2017, date de réception en Mairie de leur courrier, et dit en avoir immédiatement informé Monsieur le Sous-Préfet de Brignoles.

Il a également, ce jour-là, notifié à Mesdames Françoise MARTIN et Christine VERMENOUE ainsi qu'à Messieurs Yohann MORETTI et Michel LESAGE, suivants sur la liste à laquelle appartenaient les élus démissionnaires, soit la liste « TOUS ENSEMBLE POUR LE VAL », de leur proposition de nomination en qualité de Conseiller Municipal (article L 270 du Code Electoral).

Monsieur le Maire informe l'assemblée que M. Yohann MORETTI a refusé cette nomination car salarié de la Mairie du VAL (article L 231 du Code Electoral - Inéligibilité relative), que Mme Françoise MARTIN et M. Michel LESAGE ont également refusé pour raisons personnelles Il indique que Mme Christine VERMENOUE a accepté cette nomination.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 23 mars 2014,  
Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**PREND ACTE** de la démission de Mesdames Patricia INGRASSIA, Julie BREBAN, Annette PASQUET et de Monsieur Xavier GIRAUD de leurs fonctions d'Adjoint et de Conseiller municipal à compter du 27 juillet 2017 et de Mesdames Pascale RIHAL et Pénélope REES et de Monsieur Gaby LANGE de leur fonction de Conseiller Municipal à compter des 20 et 21 Juillet 2017

**PREND ACTE** du remplacement immédiat de l'un d'entre eux par Madame Christine VERMENOUE, suivante sur leur liste,

**INDIQUE** que Madame Christine VERMENOUE percevra l'indemnité de fonction prévue par la délibération de ce jour pour les conseillers municipaux sans délégation du Maire.

**PRECISE** que la présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Brignoles et affichée aux lieux accoutumés.

**-Election d'un 5<sup>ème</sup> Adjoint suite à la démission de 4 Adjointes de la majorité sur les 8 en poste  
Nouvel ordre des Adjointes dans le tableau du Conseil Municipal**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la démission de Mesdames Patricia INGRASSIA, Julie BREBAN, Annette PASQUET et de Monsieur Xavier GIRAUD de leurs fonctions d'Adjoint et de Conseiller municipal, à compter du 27 Juillet 2017, date d'acceptation par M. le Préfet du Var. Le nombre d'Adjointes en fonction passe donc de huit à quatre.

Il indique que, malgré que le Conseil Municipal soit incomplet, il peut être procédé à l'élection d'un Adjoint et d'un seul sans avoir recours à des élections complémentaires préalables, le Conseil Municipal n'ayant pas perdu le tiers de son effectif légal (article L.2122-8 du C.G.C.T.).

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de procéder à l'élection d'un cinquième Adjoint conformément aux dispositions de l'article L 2122-7 du CGCT (à la majorité absolue) et au scrutin secret (article L 2122-4 du CGCT).

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Compte tenu du résultat des élections qui se sont déroulées le 23 mars 2014,  
Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

**PREND ACTE** de la démission de Mesdames Patricia INGRASSIA, Julie BREBAN, Annette PASQUET et de Monsieur Xavier GIRAUD de leurs fonctions d'Adjoint et de Conseiller Municipal à compter respectivement du 27 juillet 2017

**Considérant que**, conformément aux dispositions du C.G.C.T., chacun des Adjointes d'un rang inférieur à celui des Adjointes qui ont cessé leurs fonctions se trouvent promus d'un rang au tableau des Adjointes. Du fait de la démission des 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> Adjointes, le nouveau tableau des Adjointes s'établit donc ainsi :

- **1<sup>ère</sup> Adjointe** : Mme Jacqueline TURINELLI
- **2<sup>ème</sup> Adjoint** : M. Jean CULINATI
- **3<sup>ème</sup> Adjoint** : M. Rémi GAUTIER
- **4<sup>ème</sup> Adjoint** : M. Christian DEBAQUE

**ACCEPTE** la proposition de M. le Maire d'élire un nouvel Adjoint au 5<sup>ème</sup> rang dudit tableau

**DEMANDE** à l'assemblée délibérante quels sont les Conseillers Municipaux souhaitant faire acte de candidature.

**M. SAULNIER** propose, après discussion préalable en réunion privée avec le Conseil Municipal, la candidature de Mme Ingrid GAQUIERE à ce poste de 5<sup>ème</sup> Adjoint.

**M. VERDON** demande la parole pour indiquer, qu'à son avis, il est exigé une certaine disponibilité de la personne élue à un poste d'Adjoint avec délégations. Ayant entendu des échanges lors de la dernière réunion du Conseil Municipal disant que certaines personnes étaient souvent absentes lors des réunions, j'espère donc que les deux candidats sont prêts à être très disponibles pour conduire au mieux leurs missions. C'est impératif sachant que l'équipe municipale est déjà menacée sur le plan de sa crédibilité suite aux derniers événements.

**M. SAULNIER** répond s'être entretenu longuement avec Mme GAQUIERE pour lui expliquer ce qui l'attendait au niveau de la charge de travail induite par ses délégations. Mme GAQUIERE lui a alors confirmé son acceptation complète et entière et indiqué qu'elle prendrait ses dispositions pour cela.

M. PAZ demande quelles seront les délégations confiées par M. le Maire à ce 5<sup>ème</sup> Adjoint.  
M. SAULNIER répond que ce seront celles précédemment attribuées à Mme INGRASSIA et à Mme PASQUET. Il précise que les équipes travaillant avec Mme GAQUIERE seront renforcées afin de l'épauler dans sa tâche.

**PREND ACTE** des candidatures de :

- Mme Ingrid GAQUIERE
- M. Jean-Luc KINET

M. KINET demande la parole pour indiquer qu'il ne se présente pas contre Mme GAQUIERE mais pour le respect du principe de la démocratie en proposant deux candidats aux électeurs. Je n'appelle pas à voter pour moi.

**PROCEDE** au vote du 5<sup>ème</sup> Adjoint au Maire au scrutin secret et à la majorité absolue :

- Nombre d'abstentions.....0
- Nombre de votants .....20
- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne.....20
- Nombre de bulletins blancs.....5
- Nombre de bulletins nuls.....0
- Suffrages exprimés.....15
- Majorité absolue.....8

**A obtenu :**

- Mme Ingrid GAQUIERE..... 13 voix
- M. Jean-Luc KINET..... 1 voix
- M. Aymeric PAZ..... 1 voix

**Mme Ingrid GAQUIERE ayant obtenu la majorité absolue a été proclamée 5<sup>ème</sup> Adjointe et a été immédiatement installée.**

Le nouveau tableau des Adjoints s'établit donc ainsi :

- 1<sup>ère</sup> Adjointe : Mme Jacqueline TURINELLI
- 2<sup>ème</sup> Adjoint : M. Jean CULINATI
- 3<sup>ème</sup> Adjoint : M. Rémi GAUTIER
- 4<sup>ème</sup> Adjoint : M. Christian DEBAQUE
- 5<sup>ème</sup> Adjointe : Mme Ingrid GAQUIERE.

**PRECISE** que la présente délibération sera transmise en Sous-Préfecture de Brignoles et affichée aux lieux accoutumés.

M. KINET remercie son électeur unique et félicite Mme GAQUIERE.

**-Indemnités de fonction des élus.**

M. le Maire informe l'assemblée que compte tenu de la diminution du nombre d'Adjoints, l'enveloppe des indemnités de fonction doit être revue à la baisse ce qui implique la diminution des indemnités des Conseillers Municipaux.

M. VERDON demande à M. le Maire le montant de ses indemnités ainsi que celui versé aux Adjoints.  
M. SAULNIER fait alors circuler le tableau ci-dessous reprenant les indemnités perçues par chaque membre du Conseil Municipal. Il rappelle que les indemnités versées aux Conseillers sont prélevées sur celles du Maire et des Adjoints ce qui est une pratique facultative.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2123-20 à L 2123-24-1,  
Considérant que le Code susvisé fixe des taux maximaux et qu'il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités de fonctions allouées au Maire, aux Adjoints et aux Conseillers Municipaux,  
Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer dans les conditions posées par la loi, lesdites indemnités de fonctions,

Sur proposition de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire, Adjoints et Conseillers Municipaux, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires des mandats locaux, aux taux suivants (taux en pourcentage de l'indice brut terminal de la Fonction Publique, conformément au barème fixé par les articles L 2123-23, L 2123-24 et L 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) :

- o Maire : 47,70 %
- o Adjoints : 15,80 %
- o Conseiller Municipal avec délégation du Maire : 4,50 %
- o Conseillers Municipaux sans délégation du Maire : 2,414 %

**PRECISE** que les indemnités de fonctions des élus seront versées mensuellement

**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 65 du budget communal,

**PRECISE** qu'un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil Municipal est annexé à la présente délibération.

## **TABLEAU RECAPITULATIF DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS**

**(article 78 de la loi 2002-276 du 27 février 2002 et articles L 2123-20, 2123-23 et 2123-24 et suivants du C.G.C.T.)**

Population totale au 1er janvier 2017 : 4332 habitants

<b>Montant de l'enveloppe globale (maximum autorisé)</b>	<b>6 386,56 €</b>
--	-------------------

Soit indemnité maximale du Maire + total des indemnités maximales des 5 Adjointes ayant délégation  
 $2128,86 \text{ €} + (851,54 \text{ €} \times 5) = 6.386,56 \text{ €}$

### **INDEMNITES ALLOUEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

<b><u>Fonction</u></b>	<b><u>Indemnité allouée (en % de l'indice brut terminal)</u></b>	<b><u>Montant de l'indemnité (valeur au 10/08/2017)</u></b>
Maire	47,70%	<b>1 846,30 €</b>
1ère Adjointe	15,80%	611,56 €
2ème Adjoint	15,80%	611,56 €
3ème Adjoint	15,80%	611,56 €
4ème Adjoint	15,80%	611,56 €
5ème Adjointe	15,80%	611,56 €
	<b>TOTAL</b>	<b>3 057,80 €</b>
Conseiller Municipal avec délégation	4,50%	<b>174,16 €</b>
Conseiller Municipal sans délégation	2,414%	93,45 €
	soit pour 14 élus	<b>1 308,30 €</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>6 386,56 €</b>



## -Approbation du PV de la réunion du 19 juillet 2017

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 19 juillet 2017.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 19 juillet 2017,

A l'unanimité moins les 3 abstentions des Conseillers absents à ladite réunion :  
Mme VERMENOUE et MM. COLLAINE et KINET,

APPROUVE ce document.

### Questions orales

**M. VERDON** intervient pour rappeler la tempête constatée suite aux nombreuses démissions d'Adjoints et de Conseillers. Il évoque le questionnement des administrés et indique se questionner lui-même sur la crédibilité de ce Conseil Municipal. Il demande à M. le Maire ce qu'il compte faire maintenant et que compte-t-il mettre en action pour atténuer le climat très délétère aujourd'hui. Il espère que tout ce qui a été reproché à M. le Maire, lors de la dernière réunion du Conseil Municipal durant laquelle les démissions ont été présentées, ne se reproduira plus.

**M. SAULNIER** répond que, depuis le début du mandat, il a demandé à avoir un rapprochement avec l'opposition. Ce rapprochement s'est effectué au cours des mois et il s'en félicite. Par contre, il regrette que les Adjoints qui étaient en fonction et qui devaient diffuser les informations auprès de tous, ne l'aient pas fait. Ainsi les propositions d'actions évoquées et arrêtées en réunion d'Adjoints n'étaient pas transmises pour information aux membres des commissions concernées d'où l'absence de communication avec les Conseillers. M. le Maire dit trouver cela absolument anormal.

A partir de maintenant, M. le Maire dit avoir pris la décision de travailler autrement pour une plus grande transparence : les réunions d'Adjoints seront maintenues, les réunions destinées à la majorité municipale également mais des réunions de travail regroupant l'ensemble du Conseil Municipal seront programmées régulièrement pour présenter le compte-rendu des propositions issues des débats précédents. Ainsi chacun aura une vision des actions à venir. Il précise que dans le prochain bulletin municipal un listing des opérations réalisées depuis le début du mandat sera publié ainsi que les projets en cours ou à venir. Il rappelle que vu la baisse drastique des dotations de l'Etat, certains projets ont dû être renvoyés ou réétudiés faute de financement suffisant. Certains seront commencés durant la mandature mais terminés sous l'équipe suivante tels que les travaux de réhabilitation des écoles par exemple. M. le Maire indique qu'à son avis ce n'est qu'un travail collégial qui permettra de faire avancer les projets d'où l'obligation d'une information complète des Conseillers Municipaux.



M. le Maire demande aussi que des informations précises soient renvoyées vers la population et non des rumeurs. Il revient sur les derniers événements pour lesquels les administrés se sont émus :

- l'eau qui ne coulait plus aux fontaines (explication : casse de la pompe du forage de la source, remplacement par une pompe d'occasion qui tombe également en panne, commande en urgence d'une nouvelle pompe mais délai de 3 semaines (vu la période de congés) pour sa livraison). Il espère que si la proposition était faite à l'avenir d'acheter une pompe en réserve l'unanimité du Conseil acceptera la commande.

- la fermeture du Crédit Agricole (explication : les responsables de la banque ont informé les Elus lors d'un récent entretien en Mairie que la décision avait été prise par leur siège de supprimer l'agence valoise, décision unilatérale et sans appel)

- la fermeture du bureau de Tabacs (explication : le gérant s'est mis dans une situation personnelle difficile au niveau financier et a dû déposer le bilan avec un montant de dettes très lourd, ni le Maire ni la Commune n'en sont responsables).

- les horaires du bureau de Poste (explication : les Responsables de LA POSTE sont venus indiquer aux Elus que le bureau devait fermer ce qu'a refusé M. le Maire. Un aménagement des horaires a alors été mis en place avec une ouverture le matin. Un point « dépôt » est recherché actuellement (chez un commerçant ou ailleurs) pour un retrait de colis ou d'argent.

-----

**M. FOURNEL** s'excuse de son retard vu qu'il travaille assez loin. Il confirme avoir travaillé dans beaucoup de commissions jusque-là. Il revient sur l'interruption d'alimentation en eau des fontaines pour regretter le manque d'information des Valois par voie d'écriteaux dans le village pour ce type d'événements.

M. le Maire rappelle que toutes les informations sont mises en ligne sur le site. M. FOURNEL répond qu'encore beaucoup de personnes ne sont pas férues d'internet et ne sont donc pas informées.

D'autre part, il revient sur les propos offensants tenus lors de la dernière réunion du Conseil Municipal et à celle de Mme Annette PASQUET. Il dit s'être entretenue avec celle-ci pour la suite à donner à cette mise en cause et décider de porter plainte pour diffamation ou pas. Il demande, avant de décider, quelle est la position de M. le Maire à ce propos.

**M. SAULNIER** informe l'assemblée qu'un rendez-vous avec M. FOURNEL avait été fixé une heure avant la présente réunion afin de discuter de ce point particulier. Il indique que celui-ci ne s'est pas présenté, ni excusé. Il propose à M. FOURNEL de fixer un nouveau rendez-vous en présence de la personne concernée pour que chacun s'explique.

**M. FOURNEL** indique qu'aucune heure précise n'avait été arrêtée pour le rendez-vous avec M. le Maire mais simplement que ce serait avant la réunion du Conseil de ce soir, ne sachant pas l'heure de son arrivée au Val vu l'éloignement de son lieu de travail. Il accepte et dit attendre les propositions de dates pour cette réunion.

-----

**M. KINET** prend la parole pour rappeler, à propos du PLU, qu'une dernière réunion publique d'information de la population sur les dernières avancées du document, est à prévoir. Il demande si une date est d'ores et déjà arrêtée pour cela ainsi que pour l'enquête publique et si le Commissaire Enquêteur a été désigné.

**M. SAULNIER** indique que toutes ces dates seront arrêtées courant septembre avec une diffusion à toute la population par voie d'affiches et par le site internet de la Commune.

**M. KINET** demande donc si courant octobre on peut espérer l'approbation du PLU.

**M. SAULNIER** ne veut pas s'avancer dès maintenant sur cette période et demande d'attendre le mois de septembre pour en savoir un peu plus. Il rappelle à toutes les personnes concernées par une demande de modification du PLU de constituer un dossier solide en vue de le soumettre au Commissaire-Enquêteur, seule personne habilitée à discerner si des adaptations peuvent être apportées au document et à accorder des dérogations.



**M. FOURNEL** indique qu'une voisine du Café des Sports, connue d'après lui pour être procédurière, s'est plainte auprès de la Mairie et plus particulièrement de l'Adjoint délégué, M. CULINATI, sur le fait du débordement de la terrasse de cet établissement devant son immeuble. M. FOURNEL dit avoir contrôlé lui-même l'installation de la terrasse qui respecte les conditions établies par la Mairie sauf effectivement devant cet immeuble mais précise qu'il y a 1,50 m entre la porte et la terrasse. Or, le Café des Sports a reçu un courrier de la Mairie lui demandant de respecter les termes de la convention d'occupation du domaine public.

**M. SAULNIER** indique que lorsqu'une plainte est reçue en Mairie il est normal qu'un courrier soit adressé au contrevenant. Le commerçant a été informé (mais non pénalisé) que sa terrasse devait se tenir à une certaine distance de la propriété privée afin de permettre son accessibilité.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 21h00.

Monsieur le Maire tient à s'excuser de l'annulation de l'apéritif prévu à la fin de cette réunion, pour féliciter Mme GAQUIERE de son élection et Mme VERMENOUE de son installation, car il n'était pas prévu un nombre si important d'auditeurs à cette séance :

« Je vois que vous êtes très nombreux ce soir dans l'assistance. Depuis deux ans et demi, à toutes les réunions du Conseil Municipal, nous comptons environ 4 personnes. Alors s'il faut qu'une rumeur soit diffusée dans le village disant que le Maire va « se faire démolir » (ce qui en réjouit certains) et qu'il va y avoir encore de gros problèmes, pour que vous veniez nombreux, alors, à chaque fois, nous ferons courir une rumeur. Ainsi pour la réunion du Conseil de septembre prochain, nous pourrons avoir les journalistes (avec caméra comme ce soir) qui informeront ensuite la population par voie de presse des actions de la municipalité. Nous aurons le plaisir de voir des personnes du VAL mais aussi d'autres venues des quatre coins de la région pour assister aux débats du petit village gaulois....

Je vous remercie pour votre attention. »

**CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.**

La Secrétaire,

  
Jacqueline TURINELLI



LE MAIRE,

  
Bernard SAULNIER